

République Démocratique du Congo

La marche d'un peuple

(Mémorandum Marche Reggio Emilia – Bruxelles: 29 Juillet 2012)



Congo RD, réfugiés en marche



John Mpaliza en marche



Mosika, spectacle sur RD Congo

La République Démocratique du Congo et la marche

La République Démocratique du Congo est un pays en guerre. Depuis au moins vingt ans ses habitants souffrent la violence des seigneurs de la guerre qui se battent pour les ressources et le pouvoir, et maintenant ils se sont transformés en un gouvernement autoritaire et corrompu. Des ressources fondamentales pour le développement de l'Occident et pour l'Orient, tels que le cuivre, l'or et la colombite-tantalite (coltan) quittent illégalement le pays sans produire des avantages ni pour ses employés ni pour la société civile. En particulier dans la partie orientale du pays, la violence contre les femmes et le recrutement forcé des enfants dans les différents groupes armés sont maintenant devenues des pratiques courantes (voir encadré p. 2).

Cette crise ne semble avoir plus ni de nombre ni de visage: depuis le début de la seconde guerre au Congo (1998-2003) on parle, selon les estimations de l'ONU, d'au moins six millions de morts, six millions de personnes disparaissent sans laisser de trace ou de mémoire dans les zones reculées de conflit. C'est un nouvel Holocauste en face duquel nous ne pouvons plus rester les bras croisés, on ne peut pas s'empêcher de penser à l'histoire européenne et ses références à la violence, mais aussi à l'humanisme et à l'unité des peuples pour la consolidation de la paix.

Face à ce silence il faut une démarche pour parler de la République Démocratique du Congo, pour donner une réponse alternative à la violence et l'oubli. Une démarche, c'est à dire une véritable marche du Congo vers l'Europe.

La marche est une initiative d'une personne: John Mpaliza, originaire de la République Démocratique du Congo (RDC), un résident de Reggio Emilia (Italie) depuis 18 ans mais sans la nationalité italienne. John va quitter sa ville, Reggio Emilia, pour rejoindre la capitale, Bruxelles, couvrant près de 1.600 km en un mois et demi. La marche a commencé comme une protestation contre le manque d'indépendance et de liberté du peuple congolais de choisir son destin politique, économique et social. Mais il veut aussi être une réponse, une alternative contre la violence de la part de tout un peuple (voir ci-dessous la liste de soutiens et de supporters).

Contexte historique

Depuis qu'il a été colonisée à la fin du XIXe siècle, le Congo n'a jamais connu la paix. Au début, il était le domaine d'un seul homme, le roi Léopold II de Belgique: une vraie entreprise privée qui exploitait les ressources du pays à des fins privées. L'esclavage et la violence brutale étaient monnaie courante. Après la faillite du roi, qui avait dilapidé dans des projets mégalomanes tout les bénéfices accumulés par la violence et les abus, le pays passa sous le domaine de la Belgique. Le développement partiel et localisé de cette période, en particulier dans les zones minières du pays, n'a jamais été bénéfique pour le peuple congolais. Au contraire, lorsque tous les pays africains se battaient pour la liberté, le Congo vivait un régime d'apartheid et de domination. Non seulement la Belgique n'a pas accompagné son ancienne colonie à l'indépendance, contribuant à la formation des administrateurs locaux qui pourrait assurer la gestion et donc l'autonomie dans la vie économique et politique du pays, mais son premier leader libre Patrice Émery Lumumba, a été sauvagement assassiné dans un complot international, voulu par la Belgique et les États-Unis. La mort de Lumumba a été suivie par une dictature violente et brutale, qui a étouffé le pays pendant trente-deux ans.

Aujourd'hui, après des guerres sans fin qui ont divisé le pays pendant vingt ans, nous entendons à nouveau les tirs d'armes à l'Est du pays. Il s'étend ainsi la liste des décès dus à la faim, la mauvaise santé et l'insécurité (pour comparaison, au Congo meurent chaque jour le même nombre de personnes qui ont péri le onze septembre). En plus de ces décès, c'est l'énorme, bien qu'invisible, mouvement de masse des personnes et des familles: on estime que plus d'un million de personnes est perpétuellement en mouvement dans l'Est du pays, forcées de se déplacer pour fuir les combats et la faim, vers l'intérieur du pays, vers les pays voisins, mais aussi plus loin, vers l'Asie, l'Europe, les États-Unis.

Face à tout cela, nous nous attendons à un minimum d'indignation, à un peu de respect envers les personnes qui meurent chaque jour dans l'abîme de la violence. Au contraire, nous observons un silence gêné, une hypocrisie qui choque de nombreux congolais et beaucoup d'autres personnes partout dans le monde. Tout d'abord, nous sommes en colère avec les organisations internationales, qui préfèrent soutenir un régime corrompu et autoritaire, au lieu de signaler les escroqueries qui entravent le chemin vers une vraie démocratie dans la zone des Grands Lacs; mais aussi avec les gouvernements qui soutiennent la soi-disante «transition congolaise», et qui, au lieu de créer un chemin d'accès à la paix dans la région, ont donné le pouvoir aux seigneurs de la guerre, qui continuent d'accumuler des profits et d'imposer un gouvernement arbitraire.

Au lieu de faire des efforts pour mettre fin à la violence, il semble que l'implication de la communauté internationale a augmenté le taux d'exploitation du coltan sanglant, le nombre de viols et les déceptions qui ne permettent pas de construire un avenir meilleur.

Une violence sans fin

Dans la République Démocratique du Congo le recrutement des enfants est pratique commune à la fois pour les rebelles et l'armée régulière. Les enfants sont soumis à une pratique d'initiation qui consiste à attaquer leurs villages où, pour prouver qu'ils ont coupé les ponts avec la famille ils sont forcés à tuer leurs propres parents ou frères et sœurs, pour éviter d'être eux-mêmes tués.

Encore plus tragique c'est le sort des filles, qui deviennent les esclaves sexuelles des soldats qui les ont enlevées. Ces enfants souffrent de traumatismes physiques et psychologiques qu'ils arrivent difficilement à retirer une fois qu'ils sont démobilisés.

Tout aussi difficile, c'est leur réinsertion dans la société, qui les écarte en les condamnant pour les actes commis au sort des enfants des rues. Dans les zones de conflit, non moins alarmant c'est l'état des femmes qui sont souvent victimes de violence sexuelle, qui est utilisée comme une arme de guerre à la fois par les appartenants aux milices et par les forces de sécurité de l'Etat, une violence que les victimes elles-mêmes taisent pour éviter la désapprobation sociale. Beaucoup d'entre elles sont violées d'une manière continue, jusqu'à ce que les rebelles ne quittent pas la zone de conflit. Des autres sont violées devant les yeux de leurs maris, une double humiliation afin d'augmenter la terreur. Des autres encore sont déportées. Les filles ou les épouses sont obligées de choisir d'être violées ou tuées. Et qui souffre le viol est abandonné par sa famille pour la honte, se voyant ainsi relégué les marges de la société, avec de graves traumatismes physiques et psychologiques.

Objectifs

La marche est un mouvement congolais à partir du bas. C'est un mouvement qui implique jeunes et vieux, les associations d'artistes congolais et européens et les intellectuels qui ont décidé de marcher ensemble pour apporter leur message de colère et de paix. C'est la marche de tout un peuple, une communauté qui traverse sept pays européens pour parler aux gens ordinaires et aux institutions européennes et internationales (voir encadré p. 4). La marche se fait de nombreuses rencontres personnelles et des échanges, mais aussi d'un espoir: seuls nous ne parviendront pas à construire la paix, nous avons besoin d'un parcours partagé qui nous permette de donner une espace et un lieux à ce massacre oublié, pour rendre justice à un peuple qui mérite d'être reconnue dans la mémoire et la souffrance des autres peuples, et qui veut surtout collaborer avec des propositions concrètes.

Par conséquent, dans la pratique, voici ce que nous demandons:

- la construction d'une feuille de route pour la paix dans la République Démocratique du Congo et dans la zone des Grands Lacs. La feuille de route doit:
 1. aborder en premier lieu la situation dans chaque pays concerné avec l'objectif de ramener la légitimité des gouvernements et l'alternance démocratique;
 2. conduire à une voie de paix entre les différents états de la région, un chemin qui doit conduire à la réconciliation entre les différents peuples concernés;
- une résolution du problème de l'exploitation violente (illégal et non seulement) de minéraux comme le coltan, le cuivre et l'or par le biais, d'une part des initiatives de transparence et d'identification de l'origine des minéraux déjà existantes (par exemple l'ITRI, GeSI, PACT) et, d'autre part, l'encouragement d'une utilisation durable et équitable de ces ressources. En plus de compagnies minière et du gouvernements, ce processus devrait être principalement orienté vers la protection des droits des travailleurs, à assurer, par une représentation institutionnelle et autonome, à l'heure actuelle inexistante dans le pays;
- une plus grande attention au problème des réfugiés et des personnes déplacées, grâce à des initiatives de réinsertion dans les lieux d'origine où elles peuvent reprendre leur vie avec le soutien et la collaboration des organisations de développement;
- plus de lutte contre l'impunité des organisations armées (l'armée régulière et les milices, congolaises et étrangères) qui systématiquement foulent aux pieds les droits humains et civils. A cette fin, il devient nécessaire en primis, une plus grande justice aux victimes de la guerre, une justice qui n'est limitée par aucun raisonnement politique opportuniste. En secundis, il serait nécessaire une restructuration des règles d'engagement qui régissent actuellement l'intervention de l'Organisation des Nations Unies (MONUSCO), mais qui se voit souvent flanquée par une armée qui, selon leur propre avis, est devenu un obstacle majeur dans la construction de la paix. A cet effet, la protection des civils doit demeurer l'objectif premier de toute intervention humanitaire ou de consolidation de la paix.

Ce n'est que par la mise en œuvre de ce plan régional pour la démocratie et la participation réelle, qu'on peut espérer résoudre la crise historique des Grands Lacs.

Il n'y a pas d'avenir sans pardon, il n'y a pas de pardon sans justice.

Le Comité pour la Marche du RD Congo vers l'Europe

Pour plus d'informations, contactez:

John Mpaliza (email: john.mpaliza@gmail.com - cell: +39 320 4309765)

Micaela Casalboni (email: micaela@itcteatro.it - cell: +39 339 5460892)

www.peacewalkingman.org

Itinéraire

La marche partira de Reggio Emilia (Italie) et traversera sept pays, pour un total de près de 1600 kilomètres, à travers de nombreux lieux importants pour la citoyenneté européenne et pour l'histoire européenne et congolaise: Milan, Turin, puis le long de la Via Francigena à Chambéry (France), Genève (Suisse, siège du HCR), Freiburg (Allemagne), Strasbourg (France, siège du Parlement européen), Luxembourg (Luxembourg), Maastricht (Pays-Bas, où il a été signé le fameux traité du même nom), Bruxelles (Belgique, qui abrite plusieurs institutions européennes).

Institutions, organisations, artistes et intellectuels qui soutiennent déjà la marche:

Sénat de la République Italienne

Dynamique de la Diaspora Congolaise en Emilia-Romagna

Teatro dell'Argine-ITC Teatro di San Lazzaro (Italie)

European Alternatives

Transeuropa Festival

Human Rights Nights Film Festival

Département de Géographie Politique de l'Université de Zurich (Suisse)

Département des Sciences de l'Éducation de l'Université de Bologne (Italie)

Municipalité de Reggio Emilia (Italie)

Province de Reggio Emilia (Italie)

Province de Bologne (Italie)

Province de Rome (Italie)

Municipalité de Albinea (Italie)

Municipalité de La Spezia (Italie)

Comité Azione RD Congo (Italie)

Archive National des Journaux de Pieve Santo Stefano (Italie)

Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (Belgique)

Fondation Strefa Wolności de Varsovie (Pologne)

ARCI Bologne (Italie)

ARCI Milan (Italie)

Marco Baliani (régisseur et auteur)

Ascanio Celestini (auteur et acteur)

Massimo Marino (journaliste)

Marianella Sclavi (anthropologue)

Fanny & Alexander (artistes)

Alessandra Belledi (directrice Teatro delle Briciole de Parma, Italie)

Letizia Quintavalla (régisseur)

Association Olinda/Ex Ospedale Psichiatrico Paolo Pini di Milano (Italie)

Gerardo Guccini (Université de Bologne, Italie)

Elisabetta Pozzi (actrice)

Paolo Jedlowski (sociologue)

Ivo Quaranta (anthropologue)

Matéi Visniec (dramaturge)

Fabrice Melquiot (directeur Théâtre Am Stram Gram de Genève, Suisse)

Théâtre de Poche (Bruxelles, Belgique)